

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE, NORMALE OU MONSTRUEUSE?

Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine, université Paris 7-Denis Diderot

Paru dans *Le Drapeau rouge*, organe du parti communiste belge, n° 64, septembre-octobre 2017

La révolution d'Octobre est aussi logique que la Révolution française, qu'on ne peut expliquer qu'en décrivant, à l'exemple des grands historiens Albert Mathiez, Georges Lefebvre et Albert Soboul, la crise, de long et de court termes, de l'Ancien Régime féodal qui précéda et provoqua ce séisme.

UNE LONGUE SITUATION PRÉRÉVOLUTIONNAIRE

Un pays arriéré, jeté dans le capitalisme entre l'ukase de 1861 abolissant le servage et la mise en coupe réglée de cette Caverne d'Ali Baba, depuis les années 1890, par les puissances impérialistes développées. La masse des paysans, plus de 80% de la population, fut soit privée de terre, soit enfoncée, plus gravement au fil des générations, dans la dette du rachat obligatoire des terres devenues « libres », à la superficie réduite à quasi rien (les paysans français avaient, eux, arraché en juillet 1793, au terme d'une lutte ininterrompue de quatre ans, l'abolition des droits seigneuriaux sans indemnité). La classe ouvrière issue de ce monde paysan misérable fut surexploitée par la grande bourgeoisie nationale et plus encore par les tuteurs de cette dernière, les grands groupes bancaires et industriels étrangers (français, britanniques, allemands, suisses, américains), qui, depuis l'ère du ministre de Witte, contrôlaient *toute* l'économie moderne. Concentrée plus qu'en tout autre pays dans les grandes villes - capitale politique, Saint-Petersbourg-Petrograd, en tête, avec l'énorme usine d'armement Poutilov -, elle était combative : 40% des 3 millions d'ouvriers d'avant 1914 travaillaient dans des usines de plus de 1 000 ouvriers, et « la courbe des grèves » enfla sans répit du second semestre 1914 à février 1917, passant de 30 000 à 700 000 grévistes.

La guerre russo-japonaise de 1904, insigne manifestation des appétits des grands impérialismes rivaux pour le pactole russe, s'était achevée, vu l'ineptie militaire du régime tsariste, sur un fiasco aussi cuisant que celui qui avait mis fin à la guerre de Crimée. Avec pour conséquence la révolution de 1905, dans laquelle Lénine, chef de la fraction « bolchevique » (majoritaire au congrès de Londres de 1903) du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), vit, après coup, « le plus grand mouvement du prolétariat après la Commune » et « la répétition générale » de celle de 1917. L'échec du mouvement fondateur des « conseils » (soviets), nouveau mode d'expression et de pouvoir populaires, fut suivi d'une terrible et durable répression : plus que jamais, l'empire fut une prison des peuples, chérie absolue du grand capital français prêteur de crédits garantis par l'État français et « tondeuse de coupons » (Lénine, chap. 8 de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*). Cet échec retarderait de cinquante ans l'échéance d'une nouvelle révolution, à moins, pensait Lénine, d'une crise ou d'une guerre. La suite raccourcit les délais en conjuguant les deux.

Le système tsariste s'avéra aussi inepte qu'habituellement dans la conduite de la guerre générale. Sa chair à canon ne disposa même pas du minimum de munitions, la Russie fabriquant de 1914 à 1917 9 fois moins de cartouches et fusils que nécessaire. Baisse de la production agricole de près du quart, gabegie des réquisitions, récoltes pourrissant sur les lieux de

production, insurmontables problèmes de transport, catastrophe du ravitaillement : début 1917, même sur le front, la ration de pain ne dépassait pas la journée et les soldats-paysans (95% de l'armée) rentraient à pied chez eux. C'était pire en ville, à Moscou et Petrograd notamment. La faim fut « la cause immédiate de la révolution » de février (Michel Laran, *Russie-URSS 1870-1970*, Paris, Masson, 1973). Celle-ci aboutit à l'abdication de Nicolas II, qui « avait fait l'unanimité contre lui ».

UNE RÉVOLUTION LOGIQUE

Les bolcheviques, exilés, comme Lénine (en Finlande), ou clandestins en Russie, étaient certes alors ultra-minoritaires. Mais ils cessèrent vite de l'être car le peuple russe, avide de réformes profondes, dut constater que son sort ne changeait pas. Il fut au fil des mois amèrement déçu par ceux auxquels il avait accordé sa confiance, tels les socialistes-révolutionnaires qui avaient depuis longtemps promis la terre à ceux qui la travaillaient. Même les paysans finirent par admettre, au tournant d'octobre 1917, qu'aucun autre parti que celui de Lénine, seul à démontrer depuis février sa capacité à tenir ses engagements, ne leur donnerait la terre et ne les libérerait *de droit* de la boucherie à laquelle ils avaient d'ailleurs commencé à se soustraire *de fait* depuis 1916.

Les historiens français des années 1970 montraient comment l'évolution de la conjoncture et des rapports sociaux avait en un temps record, entre août et octobre 1917 surtout, érigé les minoritaires de février en délégués exclusifs des « aspirations populaires ». L'universitaire René Girault a décrit ce processus dominé par deux questions, la terre et la paix. « À partir du putsch manqué du général Kornilov (fin août), l'évolution accélérée des soviets vers les bolcheviks, marquée par le passage de bon nombre de soviets urbains, de soldats et même de paysans à des majorités bolcheviques, montre que la constante opposition des bolcheviks à l'égard du gouvernement provisoire (et envers son "incarnation" Kerensky) remporte l'adhésion populaire ».

Le parti bolchevique réalisa dès la prise du pouvoir les réformes promises en « faisa[n]t basculer de son côté la grande masse de la paysannerie », sachant que « la confiance [que lui accordaient l]es masses urbaines était beaucoup plus forte » que celle des paysans. L'analyse de l'historien socialiste rejoignait, soixante ans plus tard (« Les révolutions russes », t. 5 de *l'Histoire économique et sociale du monde*, Léon Pierre, éd., Paris, Armand Colin, 1977, p. 125-142), celle du grand journaliste communiste américain John Reed, auteur des *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, chef-d'œuvre d'« histoire immédiate » de la révolution d'Octobre et de ses enjeux de classe qu'il faut lire et relire (Paris, 10-18, réédition, 1963).

LA COALITION IMPÉRIALISTE CONTRE LES SOVIETS

Ce sont ces transformations effectuées avec autant de pragmatisme que de fidélité aux principes, selon Girault, qui assurèrent aux bolcheviques seuls (solitude qu'ils n'avaient pas voulue) la victoire finale dans une « guerre civile » qui, comme pour la Révolution française et toutes les « guerres civiles » depuis lors, fut d'origine et de financement surtout *étrangers* (comme l'atteste l'actuel cas vénézuélien). Ce n'est pas parce que les bolcheviques étaient des dictateurs sanguinaires haïs de leur peuple que, depuis 1918, « les forces armées de quatorze États envahirent la Russie soviétique sans déclaration de guerre », avec en tête « la Grande-Bretagne, la France, le Japon, l'Allemagne, l'Italie, les États-Unis », tuèrent plus de Russes que la guerre même, 7 millions d'« hommes, femmes et enfants », et causèrent des « pertes matérielles estimées par le gouvernement soviétique à 60 milliards de dollars », montant très supérieur aux « dettes tsaristes aux Alliés » et qui ne donna lieu à « aucune réparation » des envahisseurs, selon

« le bilan » de Michael Sayers et Albert Kahn (*The Great Conspiracy: The Secret War Against Soviet Russia*, Little, Boni & Gaer, New York, 1946, traduit en 1947). Comme les aristocrates d'Europe coalisés en 1792 pour rétablir en France l'Ancien Régime et assurer chez eux la survie des privilèges féodaux, les groupes étrangers qui avaient fait main basse sur l'empire russe et les États à leur service plongèrent à nouveau la Russie dans trois ans de chaos pour conserver leurs trésors et s'en tailler de nouveaux, telle la Royal Dutch Shell, qui comptait à l'occasion rafler la totalité du pétrole caucasien. Comme en France, la Terreur révolutionnaire ne fut que la réplique obligée aux assauts extérieurs.

L'ÉTAPE ACTUELLE DE LA DÉMONISATION DE LA RUSSIE SOVIÉTIQUE (OU NON)

En comparant les révolutions française et russe, le grand historien américain Arno Mayer, professeur à Princeton, a confirmé ces analyses de Sayers et Kahn, futures victimes du maccarthysme (<http://www.independent.co.uk/news/obituaries/michael-sayers-writer-whose-career-never-recovered-from-being-blacklisted-in-the-united-states-2032080.html>; https://en.wikipedia.org/wiki/Albert_E._Kahn). Si la France, a-t-il conclu, avait été une « forteresse assiégée » avant que la nouvelle classe dominante pût « s'arranger » avec les privilégiés contre-révolutionnaires de France et d'ailleurs, la Russie soviétique demeura un paria assailli de sa naissance à sa mort, et pour des motifs indépendants du caractère et des façons de Lénine ou de Staline (*Les Furies, 1789, 1917, Violence vengeance terreur aux temps de la révolution française et de la révolution russe*, Paris, Fayard, 2002). Exception, heureusement traduite, dans le paysage historiographique.

Car les historiens « reconnus » présentent aujourd'hui la révolution d'Octobre comme le coup d'État d'un groupuscule anti-démocratique et assoiffé de sang, ou, au mieux, comme une entreprise initiale sympathique, confisquée par une « minorité politique agissant dans le vide institutionnel ambiant » et débouchant, ô horreur, sur « des décennies de dictature » et sur « l'échec soviétique [marquant] l'échec et la défaite de toutes les formes historiques d'émancipation du XXe siècle liées au mouvement ouvrier » : ces jugements respectifs de Nicolas Werth et Frédérick Genevée, dans « Que reste-t-il de la révolution d'Octobre? », « hors-série » de *L'Humanité* publié à l'été 2017, confirment les regrets officiels du PCF sur son passé « stalinien » dès la publication du *Livre noir du communisme* de 1997 du tandem Stéphane Courtois (successeur de feu François Furet)-Nicolas Werth.

Écho significatif du tournant antisoviétique et pro-américain des manuels français d'histoire du secondaire négocié dès 1983, qui frappa l'URSS (Diana Pinto, « L'Amérique dans les livres d'histoire et de géographie des classes terminales françaises », *Historiens et Géographes*, n° 303, mars 1985, p. 611-620) puis la Révolution française : c'était la double obsession de Furet, historien sans archives dont « ceux d'en haut », en France, aux États-Unis et dans l'Union européenne, Allemagne au premier chef, usèrent tant des services (*L'histoire contemporaine toujours sous influence*, Paris, Delga-Le temps des cerises, 2012). Après la chute de l'URSS et ses suites - l'extension considérable de la sphère d'influence américaine en Europe -, la criminalisation de l'URSS s'imposa d'autant plus aisément que presque tous les anciens partis communistes avaient cessé d'y résister.

L'historiographie dominante est alignée sur la propagande antibolchevique et russophobe déversée depuis la fin de 1917. Mais on peut encore confronter la litanie des grands médias et de leurs historiens fétiches aux nombreux travaux scientifiques qui ont décrit correctement la révolution d'Octobre. Les lire sur l'événement majeur du 20^e siècle permet d'aspirer une grande bouffée d'air frais. N'hésitez pas...